



Mouvement Européen
France

COMMUNIQUE DE PRESSE

Université d'Automne 2010

« *L'Europe que nous voulons* »



Le Mouvement Européen-France a tenu ce weekend à Bordeaux son Université d'Automne. Ce rendez-vous annuel a rassemblé plus de 200 participants, cadres du Mouvement Européen-France et des Jeunes Européens-France mais aussi grand public bordelais attiré par la thématique des débats consacrés cette année à la gouvernance politique et économique de l'Union européenne, autour d'intervenants prestigieux tels que Pat Cox, Président du Mouvement Européen International, Alain Juppé, Maire de Bordeaux, Alain Lamassoure, Député européen, Olivier Ferrand, Président de Terra Nova, Pierre Defraigne, Directeur exécutif de la Fondation Madariaga - Collège d'Europe, Jean-Claude Thébault, Directeur Général du BEPA et Francis Mer, Ancien Ministre de l'Economie.

Nous vous invitons à prendre connaissance des principales conclusions de ces deux journées ci-dessous.

Le Mouvement Européen-France (ME-F) a tenu à Bordeaux les 13 et 14 novembre son Université d'Automne annuelle. Elle a réuni plus de 200 cadres du ME-F et des Jeunes Européens.

L'Université d'Automne a accueilli **M. Pat Cox**, Président du Mouvement Européen International. Il a appelé à ce qu'après **avoir construit l'Europe**, nous sachions **aujourd'hui construire des Européens**. Tel doit être l'objectif des Mouvements Européens des pays membres. Pour ce faire, il faut en particulier, dès 2014, organiser dans d'autres conditions les élections au Parlement européen, « européeniser » cette élection. Il faut aussi mobiliser les jeunes Européens qui auront à relever ce défi de vivre en européens.

L'Université d'Automne avait pour problématique la gouvernance ; économique et politique. Une bonne gouvernance n'est pas une question théorique ou idéologique, mais une condition de **l'existence d'une Europe crédible** et d'une Europe que nos concitoyens puissent s'approprier. Une bonne gouvernance est une condition pour **faire face à la montée du populisme et de la tentation nationaliste du repli sur soi**. Le Mouvement Européen-France condamne tous ceux qui en Europe donnent corps à une telle évolution, ceux qui veulent profiter de la crise à cet effet. Il faut expliquer que l'Europe est au contraire la seule solution aux problèmes économiques et financiers d'aujourd'hui.



Il ne s'agit plus de débattre d'un nouveau traité institutionnel. Cela reviendra le moment venu. Il faut organiser la bonne gouvernance dans le cadre du Traité de Lisbonne. Il faut exiger des Etats qu'ils cessent de se réfugier derrière le débat institutionnel et fassent fonctionner l'Europe avec les règles qu'ils ont voulues. Comme l'a dit **Alain Lamassoure** présent à cette Université d'Automne, **pas de gouvernance économique si l'Union européenne reste « un nain budgétaire »**. Il faut à la fois une restructuration du budget en le consacrant d'abord à des investissements d'avenir et sur cette base justifier son augmentation. On ne peut à la fois dire que l'Europe est nécessaire, mettre en commun des compétences et refuser le budget pour les exercer. Il faut recréer de **vraies ressources propres**. Le Mouvement Européen-France va mobiliser autour du prochain débat sur les ressources européennes après 2013. Comment le citoyen européen peut-il s'approprier l'Europe quand, faute de ressources, elle ne peut être l'instrument d'une solidarité ? Il ne s'agit pas d'ajouter de nouvelles dépenses mais de mener, parce que politiques communes, des politiques qui éviteront des actions nationales concurrentes et dépensières, et de coordonner vraiment les politiques budgétaires nationales pour qu'elles soient réellement au service des objectifs définis en commun.

La gouvernance c'est aussi montrer aux citoyens européens que **l'Europe n'est pas la technocratie perçue**, le système qui régleme et punit, **mais un instrument nécessaire** si on l'organise pour trouver des solutions devant la montée des inégalités et des exclusions. L'Europe, c'est la solution et pas le problème comme on le fait croire.

La gouvernance économique ne s'organise pas assez vite et ne va pas assez loin. Le ME-F se félicite des avancées obtenues ces derniers mois. Elle se concrétise, il faut le souligner. Mais maintenant il est **urgent de mettre effectivement en œuvre les mesures annoncées**. Les Jeunes Européens ont tenu à souligner particulièrement l'importance d'une action par rapport aux dettes des Etats.

La gouvernance économique implique une gouvernance politique. Celle-ci doit s'inscrire dans le cadre d'un **monde multipolaire** et en fonction de la nécessité pour l'Europe d'exister au plan international. A ce propos, les rôles respectifs du **Président du Conseil européen**, du **Président de la Commission européenne** et de la **Haute Représentante pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité** ne manquent pas d'interroger. Cette gouvernance politique n'est pas rendue impossible par l'élargissement, un élargissement inévitable et positif, mais au contraire en est devenue une nécessité. Comme l'a dit **Alain Juppé** lors de cette Université d'Automne, « on n'est pas allé si loin pour ne pas aller plus loin ». Cette gouvernance politique, comme la gouvernance économique, existe. Ce qui lui manque, c'est avant tout la **volonté politique d'agir ensemble** et ce n'est pas tel ou tel déficit de type institutionnel. Ce qui lui manque c'est davantage de démocratie et de transparence. Nous avons l'essentiel des outils, nous n'en sommes plus à une Europe « technique » pour reprendre les mots d'**Olivier Ferrand**, présent à Bordeaux. Encore faut-il savoir et vouloir utiliser ces outils. Encore faut-il donner aux citoyens européens un vrai pouvoir de choix et de contrôle de ceux maniant ces outils. Encore faut-il faire comprendre et accepter qu'**une Europe politique signifie Europe fédérale** même si ce fédéralisme est un fédéralisme sui generis car fédération d'Etats nations comme l'a dit **Jacques Delors**. La place du Conseil européen, le collège des Etats-membres, n'est pas incompatible avec une Europe de type



fédérale si on a aussi un Parlement européen reconnu et exerçant pleinement son pouvoir législatif et de contrôle, si également on ne paralyse pas le Conseil par l'unanimité impossible à 27, si effectivement en 2014 l'élection du Parlement européen permet de désigner le futur Président de la Commission. **Une Europe confédérale, c'est une Europe condamnée à la paralysie.** Une Europe fédérale, ce n'est pas une Europe qui ignore la légitimité des gouvernements des Etats membres mais qui organise et respecte celle des peuples européens. Le combat n'est plus juridique, a dit Olivier Ferrand, il doit être déplacé dans les partis politiques. A eux d'utiliser le Traité de Lisbonne et de faire des élections de 2014 le véritable acte de naissance d'une gouvernance politique.

L'Université d'Automne du Mouvement Européen-France a aussi permis d'approfondir la réflexion conduite par les groupes de travail internes au Mouvement (énergie/climat, défense européenne, médico-social/santé, politique régionale et fonds structurels)¹. En particulier, le ME-F a mis la dernière main à un document intitulé « **l'Europe que nous voulons** » qui sera présenté en Bureau du ME-F le 13 janvier prochain. Ce document a pour objectif de préciser la vision que le ME-F défend. Nous avons également lancé une réflexion sur les adaptations à apporter à l'organisation du ME-F pour qu'il soit davantage en mesure d'agir (« Le ME-F que nous voulons »).

Parce qu'une Europe forte et puissante, une Europe à terme vraiment fédérale, est une nécessité absolue, le Mouvement Européen-France continuera à chercher à en convaincre nos concitoyens. L'heure n'est pas au doute mais à l'action. Les difficultés économiques d'aujourd'hui, la mondialisation exigent plus d'Europe et certainement pas le renoncement. Il est urgent que l'Union européenne se donne « une feuille de route », des objectifs précis et concrets. C'est seulement ainsi que l'on permettra au citoyen européen de se ré-approprier le projet européen.

Christian PHILIP, Président du Mouvement Européen-France
15 novembre 2010

¹ Pour les fonds de la politique régionale, le ME-F attire l'attention sur la nécessité d'assouplir les procédures et de généraliser les expérimentations donnant une compétence directe aux Régions. Pour la politique de défense, le ME-F a exprimé son souhait d'un livre blanc à élaborer et la nécessité de présenter à notre jeunesse l'Union européenne aux Journées de défense et citoyenneté. Le ME-F a soutenu également une position favorable à une Communauté européenne de l'énergie. Il a porté son attention aux choix faits par la France pour la transposition de la directive services en matière de services d'intérêt général dans le domaine des personnes âgées à domicile, de la petite enfance, comme à l'ensemble des directives Santé car ceci concerne le citoyen au quotidien.